



Verruyes, le 12 décembre 2025

COMMUNIQUE DU MAIRE

Cormorans. Décision préfectorale : la commune de Verruyes dénonce un refus illégal, un déni de justice et la persistance inquiétante du projet d'effacement du plan d'eau

La municipalité de Verruyes a pris connaissance avec stupeur du courrier, daté du 11 décembre 2025, par lequel Monsieur le Préfet refuse d'accorder la dérogation de destruction des grands cormorans, **en avançant « le statut d'eaux libres de l'étang du Prieuré Saint-Martin »**. Ce motif est en contradiction flagrante avec une décision de justice.

En effet, par ordonnance du 24 février 2025, le Tribunal Administratif de Poitiers a jugé sans équivoque que *« le plan d'eau de Verruyes devait être regardé comme **étant en eaux closes, et que le maire était compétent pour y réglementer la pêche** »*.

Cette décision s'impose pleinement aux services de l'État.

Or, force est de constater que l'État refuse d'appliquer une décision de justice qui le concerne directement créant une situation juridiquement et démocratiquement inacceptable.

Une telle situation est d'une gravité exceptionnelle : comment exiger des citoyens qu'ils respectent les lois et les décisions de justice, quand ceux qui doivent les faire appliquer se permettent de les enfreindre eux-mêmes ?

Plus grave encore, ce refus annonce déjà une future contestation de l'arrêté qui ouvrira la pêche en janvier 2026, avec le même argument qu'au début de cette année : « l'étang est en eaux libres ». Cela priverait les pêcheurs de leurs droits, malgré la décision de justice en leur faveur.

La DDT persiste dans son projet d'effacement du plan d'eau.

Ce refus préfectoral confirme que la DDT n'a pas renoncé à son projet d'effacement du plan d'eau. Cet entêtement souligne la nécessité d'une vigilance totale et d'une mobilisation juridique pour défendre le patrimoine communal.

La commune ne laissera pas passer cette atteinte au droit des habitants de Verruyes

Face à cette provocation, le maire de Verruyes convoquera, au mois de janvier 2026, le conseil municipal afin d'être autorisé à engager une action en justice.

Le maire assure les habitants que la commune ne cèdera ni à la pression administrative, ni à l'opacité, ni à l'injustice. La commune défendra, avec détermination, son patrimoine, son économie, son tourisme rural, ses compétences, et le respect des décisions de justice.

Patrick Caillet
Maire de Verruyes

